

GRUPE « DAMMARIE MA VILLE »

Pour la Sécurité, faire le choix du concret

En tête de chaque sondage, la sécurité ressort clairement comme la principale préoccupation des Français. Loin des clivages politiques, les Français exigent des pouvoirs publics qu'ils agissent.

À Dammarie-lès-Lys, nous n'avons pas attendu les sondages pour le faire. Depuis le début de notre mandature, nous agissons concrètement sur ce sujet crucial, en utilisant tous les moyens dont peut disposer une ville.

La police est bien évidemment un des acteurs clés de ce sujet. Nous avons concrétisé notre promesse de campagne, en passant les effectifs de la Police Municipale à 10 policiers et 2 ASVP. Nous avons aussi augmenté ses amplitudes horaires, pour qu'elle puisse agir plus tard la nuit, répondant ainsi à un réel besoin, en lien étroit avec la Police Nationale, qui nous le savons tous,

manque de moyens au regard de l'ampleur de l'action à mener.

Nous continuons également à développer notre réseau de vidéoprotection, cet outil démontrant son efficacité. En 2025, plus de 130 000€ seront inscrits à notre budget, pour l'installation de nouvelles caméras.

Enfin, notre police municipale et les services municipaux dans leur ensemble (scolaire, jeunesse, sports, CSE, etc.) sont également investis dans des actions de prévention, notamment auprès des plus jeunes car c'est un enjeu majeur.

Dans le contexte actuel, il est impératif d'agir pour renforcer, voire donner un cadre éducatif et rappeler les règles de vie en société. C'est notamment l'objectif du rappel à l'ordre (RAO) que nous développons et qui nous permet de rencontrer notamment les familles d'enfants ou

de jeunes, qui ont commis des dégradations et des actes d'incivilités.

Toutes nos actions en faveur de la parentalité, de la lutte contre le décrochage scolaire et le désœuvrement sont à ce titre également indispensables. Les risques liés aux réseaux sociaux font régulièrement l'objet d'actions de sensibilisation.

Nous refusons la posture facile et démagogique des incantations, exprimés à grands renforts de communication. Nous ne sommes pas davantage dans la « politique de l'excuse » qui déresponsabilise les véritables auteurs de faits de délinquance.

Cette démarche ne sert que les deux extrêmes et nuit à tous ceux qui n'aspirent qu'à vivre tranquillement et en sécurité. C'est à eux que nous pensons, et que nous soutenons avant tout.

GRUPE « DAMMARIE CITOYENNE »

Le 8 mars, nous manifesterons pour la Journée Internationale des Droits des Femmes et la lutte pour la fin des inégalités par rapport aux hommes. Nous parlons d'inégalités salariales et de retraite, de carrière hachée, de temps partiels soumis, de violences physiques, sexistes et sexuelles, des difficultés d'accès au logement et de tous les insupportables réflexes patriarcaux. Nous saluons le dernier rapport municipal sur l'égalité femmes/hommes dans lequel la ville a entendu nos remarques de l'année dernière. L'écart salarial de nos habitantes avec les hommes est de 4% en moyenne avec des disparités selon la catégorie socio-professionnelle, pour les ouvrières :12%, les cadres :9% selon les chiffres de l'Insee. 25% des familles dammariennes sont monoparentales avec 84% de mamans. Bien qu'un accompagnement de l'évolution des modes de garde des enfants ait été abordé lors du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), la prise en compte de cette situation reste faible dans l'action sociale de la ville.

Le DOB nous a permis de rappeler quelques éléments sociaux. Par exemple si le taux de chômage au niveau national est de 7,3% quand celui des jeunes de moins de 25 ans est de 17,2%, ils sont respectivement de 15% et de 22,6% à Dammarie. Le taux de pauvreté est de 23%. En moyenne, 30% des personnes qui vivent seules ont plus de 65 ans. Ces quelques chiffres devraient nous indiquer la voie à suivre pour répondre au mieux à ces difficultés et à prioriser certains domaines.

Nous avons approuvé le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement du Clos Saint-Louis qui trace avec l'État et l'Agglomération, entre autres, le cadre des études, des compétences et des financements pour que cette friche retrouve enfin une activité économique. La dépollution est primordiale. Le temps venu, nous défendrons l'installation d'entreprises tournées vers l'économie circulaire et durable pour ne plus à déplorer les vagues de fermetures d'usines à Dammarie.

La baisse annoncée des dotations aux collectivités de 2,2 Milliards dépasse en réalité les 71 Mds dont les 1,35 Mds du Fonds Vert, les 200 Mds du Plan Vélo, les 150 Mds de Soutien à l'Investissement Local, les 6 Mds pour l'Agence Nationale du Sport.... Nous craignons également la baisse des dotations à la culture pour le fonctionnement de l'EPB dont la moitié de l'activité repose sur des salons et de l'événementiel.

dammariecitoyenne@gmail.com Vincent Benoist, Laurence Delaportas, Sarah Machrouh, Raphaël Segerer, Catherine Domenech

GRUPE « UN NOUVEAU SOUFFLE POUR DAMMARIE »

POUR UN BUDGET MUNICIPAL DE LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

La place des femmes des quartiers reste encore discriminatoire : peu visibles dans les lieux culturels et sportifs.

Il faut dire qu'elles ont d'autres préoccupations liées à leurs difficultés : familles monoparentales, précarité, difficulté à avoir un mode de garde. Quand elles travaillent, c'est en temps partiel, parfois cumulant 2 professions avec des heures ne permettant pas d'être à la maison quand les enfants partent ou rentrent de l'école.

Les institutions exhortent à la « parentalité (parents absents/démissionnaires) » mais la réalité sociale est dramatique : pas de travail, jeunes délaissées, difficultés pour ceux qui depuis plus de 10 ans tentent de faire aboutir leur droit à la nationalité française.

Les acteurs sociaux réunis à la commission territoriale d'accueil et d'intégration (CTAI) déplorent la situation. (prochaine réunion le 5 mars à la CAMVS)

Le combat pour l'égalité des femmes est permanent : journée de la femme le 8 mars.

Quelles actions avec le CCAS, au centre social ?

Nous demandons : un service public de qualité : accès aux droits pour tou(te)s

POUR UNE POLITIQUE DE JEUNESSE D'URGENCE

Le monde associatif touché par la violence (foot) nous alerte sur l'urgence d'un programme éducatif de qualité : éducateurs, lieux ouverts soir/week-end, formation des acteurs, conseils de jeunesse, tables rondes de l'éducation, liens intergénérationnels, mixité sociale.

Le projet de cité éducative : nous ne voyons rien venir ! Une politique de la ville loin du terrain !

Nous demandons : des réunions avec tous les acteurs éducatifs du terrain !

POUR UN PROJET PLUS « VERT »

Le manque de nature en ville, particulièrement la plaine du lys est un marqueur d'inégalité sociale. Une différence de température de 5° à 10° selon les lieux en été, a un impact négatif sur la santé et le bien être des habitants qui subissent d'autres préjudices : insécurité, pollution sonore, insalubrité des bâtiments scolaires (amiante), circulation dangereuse autour des écoles, déchets nombreux, rats, punaises.

Nous demandons :

- un programme de salubrité et de santé publique
- des actions de végétalisation : cours école, toits abris bus, routes végétalisées, parcs urbains
- le développement d'actions éducatives : classe de plein air, projets éco-citoyens

Conseil municipal : Ismael remplace Patricia (qui continue son engagement associatif).

Nouveau Souffle pour Dammarie

Hicham, Sylvie, Ismael